

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**BANQUE SBA**

Société anonyme au capital de 40 280 042 €  
Siège social : 68, avenue des Champs Elysées, 75008 Paris  
999 990 062 R.C.S. Paris

**Documents comptables annuels approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 26 mai 2026**

**A. – Comptes sociaux****I. – Bilan publiable au 31 décembre 2025**

(En milliers d'euros.)

<b>Actif</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Caisse, banques centrales, C.C.P	176 246	188 692
Effets publics et val. assimilées	-	-
Créances sur les établissements de crédits	515 247	524 340
Operations avec la clientèle	338 748	337 415
Obligations et autres titres à revenu fixe	177 220	147 702
Actions et autres titres à revenu variable	-	-
Participations et autres titres détenus à long terme	199	267
Parts dans les entreprises liées	39 688	38 006
Credit bail et loc. avec option d'achat	-	-
Location simple	-	-
Immobilisations incorporelles	358	312
Immobilisations corporelles	1 165	1 188
Capital souscrit non verse	-	-
Actions propres	-	-
Autres actifs	21 983	28 211
Comptes de régularisation	707	1 913
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 271 561</b>	<b>1 268 046</b>

<b>Passif</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Banques centrales, C.C.P	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	155 417	158 649
Operations avec la clientèle	910 950	915 981
Dettes représentées par un titre	-	-
Autres passifs	9 151	12 154
Comptes de régularisation	1 087	1 903
Provisions pour risques et charges	7 286	7 476
Dettes subordonnées	-	-
Fonds pour risques bancaires généraux	-	-
Capitaux propres hors FRBG	187 670	171 883
Capital souscrit	40 280	40 280
Prime d'émission	1 010	1 010
Réserves	60 128	60 128
Ecart de réévaluation	-	-
Provisions réglementées et subventions d'investissements	-	-
Report à nouveau	70 466	53 901
Résultat de l'exercice	15 786	16 564
<b>Total du passif</b>	<b>1 271 561</b>	<b>1 268 046</b>

<b>Hors bilan</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Engagements donnés		
Engagements de financement	79 199	96 136
Engagements de garantie	42 345	40 580
Engagements sur titres	-	-

Engagements reçus		
Engagements de financement	-	-
Engagements de garantie	37 124	38 016
Engagements sur titres	-	-

## II. – Compte de résultat

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
+ Intérêts et produits assimilés	59 032	62 833
- Intérêts et charges assimilées	-31 521	-32 526
+ Revenus des titres à revenu variable		
+ Commissions (produits)	5 493	4 725
- Commissions (charges)	-1 125	-1 049
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	1 723	1 487
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		
+ Autres produits d'exploitation bancaire		
- Autres charges d'exploitation bancaire	-1	-1
Produit net bancaire	33 601	35 470
- Charges générales d'exploitation	-15 477	-14 924
- Dotation aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	-385	-274
Résultat brut d'exploitation	17 739	20 272
+/- Coût du risque	616	1 010
Résultat d'exploitation	18 355	21 282
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	1 283	
Résultat courant avant impôt	19 638	21 282
+/- Résultat exceptionnel	-1	1
- Impôt sur les bénéfices	-3 851	-4 718
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées		
Résultat net	15 786	16 565

## III. – Notes annexes aux comptes sociaux arrêtés au 31 décembre 2025

### Méthodes comptables

#### I. – Principes généraux

Les comptes annuels 2025 sont établis conformément aux dispositions du règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) et intègrent les comptes de la succursale de Chypre.

#### Changement de méthode comptable

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

- Règlement ANC N° 2022-06 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (modernisation des états financiers)
- Règlement ANC N° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC N° 2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers.

Les impacts de ces changements sont présentés dans la note 16.

#### II. – Opérations en devises

Les positions de change résultant des opérations au comptant ou à terme sont réévaluées au cours de change en vigueur à la date de clôture ; les profits ou pertes résultant des opérations de change au comptant sont enregistrés en résultat de

change. Les reports ou déports des opérations de change à terme sont enregistrés en produits ou en charges, prorata temporis, sur la durée de vie des contrats.

### III. – Crédits à la clientèle et provisions d'exploitation

Les crédits à la clientèle sont détaillés par nature dans notre tableau n°3.

Ils incluent les encours douteux, nets des provisions.

En application du règlement ANC n°2014-07, lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement dans les encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux comme encours douteux compromis.

La banque SBA ne compte aucune créance restructurée à des conditions hors marché.

Conformément aux dispositions des articles 2231-1 et 2231-2 de ce règlement, l'actualisation des flux prévus de capital et d'intérêts des créances douteuses a été effectuée au 31 décembre 2025.

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne par contagion un classement identique de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Les provisions pour créances sur la clientèle sont déterminées dossier par dossier, lorsque la Direction estime qu'il existe un risque de non-recouvrement total ou partiel. Elles se font en tenant compte des perspectives de recouvrement (niveau de solvabilité de l'emprunteur), des procédures suivies (à l'amiable ou par voie légale), de l'évaluation des garanties recueillies et la possibilité effective de leur mise en œuvre. Elles sont enregistrées en déduction des actifs, et sont constituées dans la même monnaie que la créance concernée.

Les intérêts des créances douteuses font l'objet d'une provision d'un montant identique et sont portées en diminution des postes de produits d'intérêts concernés et, par conséquent, du Produit Net Bancaire.

Notre tableau numéro 10 ventile nos créances douteuses par secteur économique.

### IV. – Risques et charges

Les engagements sur les pays classés à risque sont suivis et contrôlés de façon permanente.

Les provisions sur risques pays figurent au passif du bilan (cf. tableau 9). Elles sont déterminées suivant instruction de la Direction Générale en fonction de la situation financière de chaque pays.

Notre exposition aux risques pays reste principalement concentrée sur les pays du Proche - Orient.

### V. – Titres d'investissement, de transaction, titres de participation et de filiales

#### **A) Titres d'investissement**

Sont comptabilisés en titres d'investissement les titres acquis dans un objectif de rendement jusqu'à échéance.

Conformément au règlement ANC n°2014-07, la Banque effectue l'étalement en produit ou perte de la surcôte ou décote des titres à revenu fixe.

Les titres sont enregistrés au bilan à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition.

Lorsque le prix d'acquisition des titres à revenu fixe est supérieur à leur prix de remboursement, la différence est amortie sur la durée de vie résiduelle des titres.

Lorsque le prix d'acquisition des titres à revenu fixe est inférieur à leur prix de remboursement, la différence est portée en produits sur la durée de vie résiduelle des titres. L'étalement de ces différences est réalisé en utilisant la méthode actuarielle.

**B) Titres de transaction**

Sont comptabilisés en titres de transaction les titres acquis en vue de leur revente à brève échéance et dont le marché de négociation est jugé liquide.

Les titres sont évalués à chaque arrêté comptable au cours du marché et enregistrés en mark-to-market.

**C) Titres de participation et de filiales**

A la clôture de l'exercice, la valeur des titres de participation et de filiales est estimée en considération de leur valeur d'usage et les moins-values latentes donnent lieu à constitution de provisions pour dépréciation.

Cependant, dès lors que la filiale a enregistré un déficit pendant l'année, une provision identique est constituée.

**VI. – Immobilisations**

Les immobilisations incorporelles concernent les frais d'établissement et les logiciels acquis. Ils sont amortis sur une durée de trois ans.

Les immobilisations corporelles figurant à l'actif ont une valeur brute constituée par leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie probable d'utilisation des biens selon le mode linéaire ou dégressif.

L'application du règlement ANC 2014-03 n'a pas généré d'impact significatif dans les comptes au 31 décembre 2025.

Les durées d'amortissements généralement retenues sont les suivantes :

Frais d'établissement et logiciels	3 ans
Agencements et installations	5 à 10 ans
Immeubles	20 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans

**VII. – Fonds propres**

Conformément à la décision de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'année 2024, le résultat a été affecté en report à nouveau pour un montant de 16 564 362 euros.

Quant au capital social de 40 280 042 euros, il se compose de 1 830 911 actions au nominal de 22 euros.

**VIII. – Frais de personnel**

La provision retraite calculée pour l'exercice 2025 est effectuée en application de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003, qui modifie le montant des engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière.

Cette provision s'élève à 357 120.80 euros au 31 décembre 2025.

Conformément à la recommandation 2013-02 de l'ANC et au règlement sur les passifs, une provision pour médailles du travail est enregistrée dans les comptes de la Banque SBA Paris et se monte à 261 336.55 euros au 31 décembre 2025.

**IX. – Comptabilisation des charges et des produits****Commissaires aux comptes**

Le montant des honoraires T.T.C. réglés cette année à nos commissaires aux comptes s'élève à 72 000 euros pour Deloitte et 88 800 euros pour Forvis Mazars.

**Intérêts et commissions**

Les intérêts et commissions assimilées aux intérêts sont comptabilisés prorata temporis.

Toutes les autres commissions sont enregistrées à l'encaissement, y compris les commissions reçues ou payées lors de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, pour lesquelles, du fait de leur caractère non- significatif, le règlement n° 2014-07 n'a pas été appliqué.

Les produits et charges en devises sont enregistrés dans leur devise originelle.

Les encaissements et décaissements ainsi que les produits et charges courus sont convertis en euros quotidiennement au cours du jour.

### **Revenus des titres de participation, titres de l'activité de portefeuille et de placement**

Les revenus des actions et autres titres à revenus variables sont enregistrés à la date d'encaissement.

Les revenus des obligations et autres titres à revenus fixes sont comptabilisés sur la base des intérêts courus.

### **X. – Impôt sur les sociétés**

Les impôts concernant l'exercice de clôture mais dont la mise en recouvrement n'interviendra que l'année suivante, sont provisionnés dans les comptes de l'exercice de clôture.

Les avoirs fiscaux et crédits d'impôts attachés au revenu du portefeuille titres sont comptabilisés en diminution de la charge d'impôt sur les sociétés.

### **XI. – Autres informations**

La Banque SBA est consolidée par intégration globale par le groupe B.L.F.

### **XII. – Evénements post clôture**

Un conflit armé s'est déclenché au Moyen-Orient le 28 février 2026, postérieurement à la date de clôture des comptes arrêtés au 31 décembre 2025. Cet événement postérieur à la clôture n'a pas donné lieu à ajustement, dès lors qu'aucun impact significatif sur les comptes de la Banque SBA n'a été identifié à la date d'arrêt des comptes.

Toutefois, compte tenu des incertitudes entourant l'évolution, la durée et l'intensité de ce conflit, ses conséquences potentielles ne peuvent être appréciées de manière fiable à ce stade.

## **Complément d'informations relatif au bilan et au compte de résultat**

Tous les chiffres ci-dessous sont exprimés en milliers d'euros.

### **1. – Créances sur les établissements de crédit**

	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Caisse et banques centrales à vue	176 246	188 692
Comptes à vue	125 292	120 246
Prêts JJ	-	19 251
Comptes à terme	386 920	381 794
Prêts subordonnés	-	-
Créances rattachées	3 035	3 050
Créances douteuses	-	-
	<b>691 493</b>	<b>713 033</b>
Durée résiduelle inférieure ou égale à 3 mois	462 998	439 439
Durée résiduelle supérieure à 3 mois et inférieure ou égale à 1 an	228 495	273 594
Durée résiduelle supérieure à 1 an et inférieure ou égale à 5 ans	-	-
	<b>691 493</b>	<b>713 033</b>

## 2. – Dettes sur les établissements de crédit

	2025	2024
Comptes à vue	34 244	36 595
Emprunts JJ		
Comptes à terme	120 844	121 821
Dettes rattachées	329	233
	155 417	158 649
Durée résiduelle inférieure ou égale à 3 mois	140 507	87 697
Durée résiduelle supérieure à 3 mois et inférieure ou égale à 1 an	14 910	70 952
Durée résiduelle supérieure à 1 an et inférieure ou égale à 5 ans	-	-
Durée résiduelle supérieure à 5 ans		
	155 417	158 649

## 3. – Créances sur la clientèle

0	2025	2024
Créances commerciales	-	-
Crédits à l'exportation	997	1 455
Crédits de trésorerie	169 062	152 902
Crédits d'équipement	12 536	15 735
Crédits à l'habitat	87 966	94 408
Prêts à la clientèle financière	-	-
Autres concours à la clientèle	127	395
Comptes à vue	65 010	68 768
Créances rattachées	1 914	2 146
Créances douteuses compromises	88 356	80 973
Provisions sur créances douteuses compromises	- 88 263	- 80 952
Créances douteuses non compromises	20 047	35 110
Provisions sur créances douteuses non compromises	- 19 004	- 33 525
	338 748	337 415
Durée résiduelle inférieure ou égale à 3 mois	116 904	150 435
Durée résiduelle supérieure à 3 mois et inférieure ou égale à 1 an	84 110	44 914
Durée résiduelle supérieure à 1 an et inférieure ou égale à 5 ans	122 107	128 164
Durée résiduelle supérieure à 5 ans	15 629	13 902
	338 748	337 415

Répartition des emplois clientèle par devises	2025	2024
USD	53 %	49 %
EUR	42 %	42 %
Autres	5 %	9 %

Répartition des emplois clientèle par pays	2025	2024
France	20 %	20 %
Europe	18 %	16 %
Moyen Orient	45 %	40 %
Autres	17 %	24 %

## 4. – Dettes sur la clientèle

	2025	2024
Comptes à vue	342 658	388 006
Comptes à terme	566 013	525 262

Emprunts auprès de la clientèle financière	-	-
Dettes rattachées	2 278	2 713
	910 949	915 981
Durée résiduelle inférieure ou égale à 3 mois	827 592	790 531
Durée résiduelle supérieure à 3 mois et inférieure ou égale à 1 an	83 357	125 450
Durée résiduelle supérieure à 1 an et inférieure ou égale à 5 ans		
Durée résiduelle supérieure à 5 ans	910 949	915 981

Répartition ressources clientèle par devises	2025	2024
USD	79 %	73 %
EUR	18 %	21 %
Autres	3 %	5 %

Répartition ressources clientèle par pays	2025	2024
Europe	27 %	20 %
Moyen- Orient	67 %	58 %
Autres	6 %	22 %

## 5. – Titres

	2025				
	Valeur brute	Valeur de marché	+ value latente	- value latente prov.	Valeur nette comptable
Obligations					
Titres cotés					
Emis par organismes publics	29 710	29 710			29 710
Emetteurs autres	147 510	147 510			147 510
Total	177 220	177 220	0	0	177 220
Actions					
Titres cotés					
SICAV de capital					
FCP de capital					
- Autres actions					
Titres non cotés					
- Autres actions					
Total	0	0	0	0	0

	2024				
	Valeur brute	Valeur de marché	+ value latente	- value latente prov.	Valeur nette comptable
Obligations					
Titres cotés					
Emis par organismes publics	37 317	37 317			37 317
Emetteurs autres	110 385	110 385			110 385
Total	147 702	147 702	0	0	147 702
Actions					
Titres cotés					
SICAV de capital					
FCP de capital					
- Autres actions					
Titres non cotés					
- Autres actions					
Total	0	0	0	0	0



Durée restant à courir	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Montants	34 597 €	15 384 €	78 785 €	48 454 €	177 220 €

Répartition des titres par nature comptable	2025	2024
Titres de transaction	29 440 K€	20 415 K€
Titres de placement	0 K€	0 K€
Titres d'investissement	147 781 K€	127 287 K€

## 6. – Parts dans les entreprises liées et titres de participation

	Valeur Nette au 01/01/2025	Acquisitions	Reclassement et Change	Dotation ou Reprise de l'année	Valeur Nette au 31/12/2025	Valeur Brute au 31/12/2025	Provisions au 31/12/2025
1) Parts dans les Ent. liées L.F. Finance Suisse	38 006		414	1 269	39 688	39 688	
2) Titres de participation Certificat FGDR SWIFT	257 10	-67			190 10	190 10	
Total	38 272	-67	414	1 269	39 888	39 888	

## 7. – Immobilisations brutes

	Montant au 01/01/2025	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Montant au 31/12/2025
1) Immobilisations incorporelles Fonds commercial Frais d'établissement Autres immobilisations incorporelles	2 819	215		-15	3 019
2) Immobilisations corporelles Construction Mobilier et Matériel Agencement	5 208 975 3 155 1 078	210  209 1	-36  -36	-12  -12	5 371 975 3 317 1 079
Total	8 027	426	-36	-27	8 390

## 8. – Amortissements

	Montant au 01/01/2025	Dotations	Amortissement sur cessions	Autres mouvements	Montant au 31/12/2025
1) Immobilisations incorporelles Fonds commercial Frais d'établissement Autres immobilisations incorporelles	2 507	154			2 661
2) Immobilisations corporelles Construction Mobilier et Matériel Agencement	4 020 517 2 528 976	186 27 144 15			4 207 543 2 672 991
Total	6 527	340			6 868

## 9. – Provisions pour créances douteuses, risques et charges et risques pays

	Montant au 31/12/2024	Dotations	Reprises et utilisations	Reclassement et différence de change	Montant au 31/12/2025
Provisions pour créances douteuses clients	110 353	2 238	-2 854	-2 470	107 267
Provisions pour créances douteuses banques					
Provisions inscrites au Passif pour :					
- Charges	439	25	-28		436
- Indemnités de fin de carrière	356	22	-22		357
- Risques Pays	1 837				1 837
- Hors Bilan	4 844		-145	-42	4 656
- Charges					
Total provisions	117 829	2 285	-3 049	-2 512	114 553

Le ratio des créances douteuses nettes de provisions sur les crédits à la clientèle est passé à 0,34 % au 31/12/2025 contre 0,48 % au 31/12/2024.

Le ratio de couverture des créances douteuses par les provisions s'élève à 99.0 % fin 2025 contre 98,6 % fin 2024.

## 10. – Ventilation par secteur économique des clients douteux

	Encours au 31/12/2025	Provisions au 31/12/2025	Taux de provision au 31/12/2025	Encours au 31/12/2024	Provisions au 31/12/2024	Taux de provision au 31/12/2024
Immobilier	-	-	0,00%	899	899	100,00%
Transport Maritime	4 290	4 290	100,00%	5 769	5 769	99,99%
Fabrication industrielle	58 214	58 147	99,89%	57 094	57 068	93,22%
Activité commerciale	44 917	43 848	97,62%	47 188	45 610	96,66%
Télécommunication	982	982	100,00%	1 007	1 007	100,00%
	108 402	107 267	98,95%	111 957	110 353	98,57%

## 11. – Capitaux propres

	Montant au 01/01/2025	Distribution de dividendes	Affectation du résultat 2024	Mouvements de capital	Autres mouvements	Montant au 31/12/2025
Capital	40 280					40 280
Prime d'émission	1 010					1 010
Réserve légale	4 028					4 028
Réserve sur + value à long terme	-					-
Réserve ordinaire	56 100		0			56 100
Report à nouveau	53 902		16 564			70 466
Provisions règlementées	-					-
Résultat au 31/12/2024	16 564		-16 564			-
Résultat au 31/12/2025	-					15 786
Acompte Distribution de dividendes						-
Total	171 833	-	-	-	-	187 670

## 12. – Comptes de régularisation et autres actifs et passifs :

<b>Actif</b>	<b>Montant au 31/12/2025</b>	<b>Montant au 31/12/2024</b>
Débiteurs divers	21 982	28 211
Charges payées d'avance	239	605
Comptes d'ajustement devises	-	907
Produits à recevoir	257	74
Comptes de règlement sur titres	-	-
Immeuble récupéré	-	-
Autres comptes de régularisation	212	327
<b>Total</b>	<b>22 690</b>	<b>30 124</b>

<b>Passif</b>	<b>Montant au 31/12/2025</b>	<b>Montant au 31/12/2024</b>
Dettes fiscales et sociales	6 076	9 178
Produits perçus d'avance	9	4
Comptes d'ajustement devises	-	-
Charges à payer	910	1 654
Créditeurs divers	3 076	3 054
Chèques en attente d'encaissement	0	0
Autres comptes de régularisation	52	166
<b>Total</b>	<b>10 123</b>	<b>14 057</b>

## 13. – Détail du cout du risque

	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Dotations	-813	106
- Créances douteuses	-813	106
- Risques pays		
- Pertes et charges		
- Engagements de fin de carrière		
- Engagements par signature		
Pertes sur créances irrécupérables	-1 425	-2 473
- Créances douteuses	-1 425	-2 473
- Pour risques et charges		
- Risques pays		
Reprises de provisions	2 854	3 463
- Créances douteuses	2 854	3 463
- Risques pays		
- Pour risques et charges		
Récupérations sur créances amorties	-	-
- Créances douteuses	-	-
- Risques pays	-	-
<b>Cout du risque</b>	<b>616</b>	<b>1 096</b>

## 14. – Chiffre d'affaires et résultat

	<b>Montant au 31/12/2025</b>	<b>Montant au 31/12/2024</b>
Chiffre d'affaires	59 034	69 045
Produit net bancaire	33 602	35 470
Résultat brut d'exploitation	17 743	20 272
Résultat net avant impôt	19 636	21 282
Impôt sur les sociétés	-3 851	-4 718
<b>Résultat net</b>	<b>15 787</b>	<b>16 565</b>

## 15. – Ventilation géographique du produit net bancaire

	2025			2024		
	Métropole	Etranger	Total	Métropole	Etranger	Total
Intérêts et assimilés						
- Produits	52 860	12 464	* 59 033	56 846	12 553	* 62 607
- Charges	-33 822	-3 908	*-31 439	-35 376	-3 717	*-32 525
Net	19 038	8 556	27 594	21 470	8 836	30 082
Revenu des titres à revenu variable						
Commissions						
- Produits	4 170	1 321	5 491	3 441	1 285	4 726
- Charges	-767	-359	-1 125	-656	-393	-1 048
Net	3 403	962	4 366	2 785	892	3 678
Operations financières						
- Solde des opérations de négociation	1 642	83	1 725	1 420	67	1 711
- Solde des opérations sur titres de placement et d'investissement	-84		-84			
Net	1 558	83	1 641	1 420	67	1 711
Autres opérations bancaires						
- Produits						
- Charges						
Net						
Produit net bancaire	23 999	9 602	33 601	25 675	9 795	35 471

\* Déduction faite des comptes liés (Paris et Chypre)

La colonne « Métropole » regroupe les charges et produits de l'activité de la BANQUE SBA Paris.

La colonne « Etranger » regroupe les charges et produits de l'activité de l'agence de Chypre.

## 15 bis. – Ventilation par nature des intérêts

	Banques	Clients	Titres	Total
Intérêts et produits assimilés	28 079	26 454	4 501	59 033
Intérêts et charges assimilés	-3 894	-27 544	-	-31 439

## 16. – Produits et charges exceptionnels

	2025	2024
Produits	-	-
Charges	-1	-1

## 17. – Charges de personnel et effectif moyen

**Charges de personnel :**

	2025	2024
Salaires et Traitements	5 903	5 510
Charges Sociales	3 905	3 665
Total	9 808	9 175
Dont charges de retraite	736	695

**Effectif moyen :**

	2025	2024
Direction Générale	3	3
Cadres	34	33
Techniciens	32	31
Total	69	67

## 18. – Comptes lies intra-groupe

31/12/2025	Banque Libano Française	LF Finance
<b>Actif</b>		
Comptes courants	991	941
Prêts Jour/Jour		
Prêts Terme		
Créances rattachées		
Prêts Subordonnés		
Net Titres de Participation		
<b>Passif</b>		
Comptes courants	897	58
Emprunts Jour/Jour		
Emprunts Terme	33 459	
Gages Espèces	62 286	
Dettes rattachées	123	3
Autres sommes dûes	3 076	
<b>Hors Bilan</b>		
Forex à Terme		
Financement Donné		
Financement Reçu	35 731	
Garanties Données	4 292	
<b>Intérêts</b>		
Total charges	-3 459	-168
Total produits	2	178
<b>Commissions</b>		
Charges		-265
Frais de siège	-800	
Produits	21	1

## 19. – Engagements hors-bilan

Engagements donnés	2025	2024
<b>Engagements de financement</b>		
Ouvertures de L/C's confirmés d'ordre de la clientèle	32 137	24 164
Acceptations à payer (d'ordre de la clientèle)	6 354	3 124
Autres engagements en faveur de la clientèle	40 427	69 556
	78 918	96 845
<b>Engagements de garantie</b>		
Garanties émises d'ordre de banques	6 068	5 672
Garanties, avals, et cautions sur marchés d'ordre de la clientèle	24 934	25 085
Engagements douteux	11 623	9 823
	42 626	40 581

Engagements reçus	2025	2024
Garanties reçues de banques	37 124	38 016
Garanties reçues des sociétés d'assurance et administrations	37 124	38 016

20. – Comptes inactifs  
(au sens de la loi ECKERT promulguée le 13 juin 2014)

Nombre de comptes inactifs ouverts	106
Encours des dépôts et avoirs inscrits sur ces comptes inactifs	16 850 865,68 €
Nombre de comptes inactifs transférés à la CDC en 2022	5
Montant total des fonds déposés à la CDC EN 2025	73 039,24€

#### IV. – Affectation des résultats

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter le bénéfice net comptable de l'exercice 2025, soit + 15 786 223,69 € intégralement au report à nouveau.

Comme conséquence de cette opération :

- la réserve légale reste inchangée à 4 028 004,20 €,
- le compte de report à nouveau sera porté à 86 201 740,32 €,
- la réserve ordinaire reste inchangée à 56 100 293,43 €.

L'Assemblée Générale constate que le résultat net et le résultat distribué des trois derniers exercices ont été les suivants :

- 2022 : résultat net : 6 503 264,90 €. Pas de distribution de dividendes ni de revenus.
- 2023 : résultat net : 20 616 667,24 €. Pas de distribution de dividendes ni de revenus.
- 2024 : résultat net : 16 564 362,12 €. Pas de distribution de dividendes ni de revenus.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

#### V. – Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

##### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Banque SBA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'audit.

##### Fondement de l'opinion

##### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

**Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note I de l'annexe des comptes annuels concernant changement de méthode comptable induit par la première application du règlement ANC 2022-06.

**Justification des appréciations - Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**Risque de crédit – Provisionnement des créances douteuses****Risque identifié**

Dans le cadre de ses activités de crédit à la clientèle, la Banque SBA est exposée au risque de crédit clientèle.

L'évaluation et l'identification du risque de crédit requiert l'exercice du jugement par la direction, en particulier dans le contexte inflationniste actuel d'une part et de crise libanaise d'autre part, et accentué par la réglementation sur le report d'échéance et le rééchelonnement des crédits.

La Banque SBA comptabilise des dépréciations pour couvrir le risque de crédit avéré inhérent à son activité.

Ces dépréciations prennent la forme de dépréciations individuelles des engagements bilan et de provisions des engagements hors bilan concernés. Ces provisions sont déterminées dossier par dossier, lorsque le management de la Banque SBA estime qu'il existe un risque de non-recouvrement total ou partiel.

Au 31 décembre 2025, le montant total des encours bilan (Paris + Chypre) exposés au risque de crédit s'élève à 108,4 millions d'euros ; le montant total des dépréciations s'élève à 107,3 millions d'euros. Le montant total des encours hors-bilan exposés au risque de crédit s'élève à 11,6 millions d'euros ; le montant total des dépréciations s'élève à 4,7 millions d'euros.

Nous avons considéré que l'appréciation du risque de crédit et l'évaluation des dépréciations constituaient un point clé de notre audit compte tenu du caractère significatif des provisions et dépréciations au regard des comptes pris dans leur ensemble, et du jugement de la direction, pour identifier les encours concernés et pour déterminer le montant des provisions et dépréciations comptabilisées.

Pour plus de détails sur les principes comptables et les expositions, se référer au notes III, 3, 9, 10 et 13 de l'annexe.

**Réponse du collège des commissaires aux comptes face à ce risque**

Nous avons apprécié la pertinence et efficacité du dispositif de contrôle de la Banque SBA pour l'identification des créances douteuses et l'évaluation des dépréciations et provisions relatives à ces encours, notamment dans le contexte géopolitique et économique actuel.

Nos travaux ont porté plus particulièrement sur les processus suivants :

- Revue du classement des encours de crédit :
  - Nous avons procédé au contrôle du correct classement des encours ;
  - Nous avons par ailleurs apprécié le niveau de risque d'une sélection d'encours sains afin de nous assurer de l'absence de nécessité d'un déclassement en douteux de ces encours.
- Évaluation des dépréciations constituées sur base individuelle :
  - Nous avons examiné l'évaluation des risques de non-recouvrement et l'estimation des garanties et apprécié les hypothèses et données retenues par la direction pour l'estimation des dépréciations ;

Pour la réalisation de nos tests sur les dépréciations et provisions en date de clôture, nous avons pris en considération une sélection d'encours sains et l'ensemble des encours douteux pour lesquels l'exercice du jugement par la Banque SBA est déterminant sur l'évaluation des provisions et dépréciations.

Nous avons également examiné les informations présentées dans l'annexe aux comptes annuels sur l'appréciation du risque de crédit.

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

### **Informations relatives au gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

### **Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Banque SBA par l'assemblée générale de l'exercice 1996 pour le cabinet Forvis Mazars et par l'assemblée générale du 27 mai 2008 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2025, le cabinet Deloitte & Associés était dans la dix-huitième année de sa mission sans interruption et le cabinet Forvis Mazars dans la vingt-neuvième année.

### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :



- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

### **Rapport au Comité d'audit**

Nous remettons au Comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Levallois-Perret et Paris-La-Défense, le 30 avril 2026  
Les Commissaires aux comptes,

Forvis Mazars SA  
Matthew Brown  
Associé

Deloitte & Associés  
Jean-Vincent Coustel  
Associé

## **B. – Comptes consolidés**

### **I. – Bilan consolidé**

(En milliers d'euros.)

<b>Actif</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Opérations interbancaires et assimilées	747 843	762 183
Opérations avec la clientèle	388 581	376 678
Obligations actions, autres titres à revenus fixes et variables	184 037	160 687
Part., activité portefeuille et parts dans les entreprises liées	199	266
Immobilisations corporelles et incorporelles	2 223	2 271
Comptes de régularisation et actifs divers	24 148	31 649
<b>Total actif</b>	<b>1 347 030</b>	<b>1 333 733</b>

<b>Passif</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Opérations interbancaires et assimilées	155 858	159 168
Opérations avec la clientèle	982 151	976 069
Comptes de régularisation et passifs divers	11 312	15 676
Provisions pour risques et charges	7 459	7 647
Intérêts minoritaires	-	-
Capitaux propres part du groupe (hors FRBG)	190 250	175 173
Capital souscrit	40 280	40 280
Primes d'émission	1 010	1 010
Réserves consolidées et autres	133 911	115 539
Résultat de l'exercice	15 050	18 344
<b>Total passif</b>	<b>1 347 030</b>	<b>1 333 733</b>

<b>Hors bilan</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Engagements donnés de l'activité bancaire	127 435	142 422
Engagements de financement	78 918	96 136
Engagements de garantie	48 426	46 196
Engagements sur titres	91	90
Engagements reçus de l'activité bancaire	37 124	38 016
Engagements de financement		
Engagements de garantie	37 124	38 016
Engagements sur titres		

## II. – Compte de résultat consolidé

<b>(En milliers d'euros.)</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
+ Intérêts et produits assimilés	57 046	65 468
- Intérêts et charges assimilées	-26 543	-32 930
+ Revenus des titres à revenu variable		
+ Commissions (Produits)	7 305	8 187
- Commissions (Charges)	-572	-1 049
+/- Gains ou pertes de change	1 852	1 739
+/- Gains ou pertes sur titres de négociation		
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement		
+Autres produits d'exploitation bancaire		
-Autres charges d'exploitation bancaire		
Produit net bancaire	39 087	41 415
-Charges générales d'exploitation	-20 178	-18 779
-Dotation aux amort. et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	-527	-415
Résultat brut d'exploitation	18 382	22 221
+/- Coût du risque	616	1 010
Résultat d'exploitation	18 998	23 231
+/- Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence		
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés		
Résultat courant avant impôt	18 998	23 231
+/- Résultat exceptionnel	-4	95
-Impôt sur les bénéfices	-3 945	-4 982
-Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition		
+/-Dotation/Reprise fonds pour risques bancaires généraux		
-Intérêts minoritaires		
Résultat net part du groupe	15 050	18 344
Résultat par action	8,22	10,02
Résultat dilué par action	8,22	10,02

### **III. – Notes annexes aux comptes consolidés**

#### **Principes de consolidation et principes comptables**

##### **I. – Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés**

Les comptes consolidés de la BANQUE SBA sont établis conformément aux dispositions du règlement 2014-07 du Comité de la Réglementation comptable, relatif à la consolidation des comptes des établissements de crédit.

Les comptes des filiales étrangères ayant été établis d'après les règles comptables des pays d'origine, les retraitements et reclassements nécessaires ont été effectués afin de les rendre conformes aux principes et aux règles généralement admis par la profession bancaire française.

##### **II. – Principes et modalités de consolidation**

###### **A) Périmètre de consolidation**

Les comptes consolidés regroupent les comptes sociaux de la Banque et les comptes de sa filiale LF FINANCE (SUISSE) S.A., détenue à hauteur de 100 %.

LF FINANCE (SUISSE) S.A. est consolidée selon la méthode de l'intégration globale.

###### **B) Date d'arrêté des comptes**

Les comptes de toutes les sociétés consolidées ont été arrêtés au 31 décembre 2025.

###### **C) Ecart d'acquisition**

Lors de l'acquisition d'une participation, la différence entre la valeur nette comptable des titres de participation dans l'entreprise consolidée et la part que ces titres représentent dans la situation nette de l'entreprise est, après analyse, répartie entre corrections de valeur des éléments de bilan de l'entreprise consolidée et un écart d'acquisition. Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif sous une rubrique propre et les écarts d'acquisition négatifs sont inclus au passif dans les « Provisions pour risques et charges ». Ils font l'objet d'un amortissement ou d'une reprise au compte de résultat selon un plan préalablement fixé sur une durée déterminée en fonction des objectifs de l'acquisition et qui ne peut en aucun cas excéder vingt ans.

Les écarts d'acquisition constatés au cours de l'année 1993 sur LF Finance (Suisse) S.A. ont été intégralement amortis au cours de ce même exercice et au 31 décembre 2025, aucun écart d'acquisition ne subsiste au bilan.

###### **D) Retraitement et opérations réciproques**

Il a été procédé au retraitement des opérations de LF Finance (Suisse) S.A. suivant les normes comptables françaises. Les opérations réciproques et les opérations à caractère fiscal ont été éliminées.

###### **E) Impôts différés**

Les impositions différées résultent de différences temporaires entre le résultat comptable retraité et le résultat fiscal des sociétés consolidées. Le calcul des impôts différés est effectué pour chaque entité fiscale.

##### **III. – Méthodes comptables**

###### **Changement de méthode comptable**

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

- Règlement ANC N° 2022-06 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (modernisation des états financiers)
- Règlement ANC N° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC N° 2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers.

Les impacts de ces changements sont présentés dans la note 16.

**A) Opérations en devises**

Les positions de change résultant des opérations au comptant ou à terme sont réévaluées au cours de change en vigueur à la date de clôture ; les profits ou pertes générés par les opérations de change au comptant sont portés en résultat de change.

Les reports ou déports des opérations de change à terme sont enregistrés en produits ou en charges, prorata temporis, sur la durée de vie des contrats.

Les bilans des sociétés et succursales étrangères sont convertis aux cours de fin d'exercice et les comptes de résultat au cours moyen de l'exercice. Les comptes de capitaux propres de la filiale consolidée sont maintenus au cours historique. Les différences de conversion qui en résultent, figurent sous la rubrique « Réserves consolidées et autres ».

**B) Crédits à la clientèle et provisions**

Les crédits à la clientèle sont distingués par nature sur notre tableau annexé n° 3. Les créances rattachées sont agrégées avec chacune des principales rubriques. Les montants des créances incluent les encours douteux, nets des provisions.

En application du règlement n°2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (A.N.C.), lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement dans les encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux comme encours douteux compromis.

La banque SBA ne compte aucune créance restructurée à des conditions hors marché.

Conformément aux dispositions des articles 2231-1 et 2231-2 de ce règlement et à l'avis n°2005-07 du 21/06/2005, l'actualisation des flux prévus de capital et d'intérêts des créances douteuses a été effectuée au 31 décembre 2025.

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne par contagion un classement identique de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Les provisions pour créances sur la clientèle sont déterminées dossier par dossier, lorsque la Direction estime qu'il existe un risque de non-recouvrement total ou partiel. Elles se font en tenant compte des perspectives de recouvrement (niveau de solvabilité de l'emprunteur), des procédures suivies (à l'amiable ou par voie légale), de l'évaluation des garanties recueillies et la possibilité effective de leur mise en œuvre. Elles sont enregistrées en déduction des actifs, et sont constituées dans la même monnaie que la créance concernée.

Les intérêts des créances douteuses font l'objet d'une provision d'un montant identique et sont portées en diminution des postes de produits d'intérêts concernés et, par conséquent, du Produit Net Bancaire.

Notre tableau numéro 10 ventile nos créances douteuses par secteur économique.

**C) Risques et charges**

Les engagements sur les pays classés à risque sont suivis et contrôlés de façon permanente.

Les provisions sur risques pays figurent au passif du bilan (cf. tableau 9). Elles sont déterminées suivant instruction de la Direction Générale en fonction de la situation financière de chaque pays.

Notre exposition aux risques pays reste principalement concentrée sur les pays du Proche - Orient.

**D) Titres de placement, de transaction, de participations****1. – Titres d'investissement.**

Sont comptabilisés en titres d'investissement les titres acquis dans un objectif de rendement jusqu'à échéance.

Conformément au règlement ANC n°2014-07, la Banque effectue l'étalement en produit ou perte de la surcote ou décote des titres à revenu fixe.

Les titres sont enregistrés au bilan à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition.

Lorsque le prix d'acquisition des titres à revenu fixe est supérieur à leur prix de remboursement, la différence est amortie sur la durée de vie résiduelle des titres.

Lorsque le prix d'acquisition des titres à revenu fixe est inférieur à leur prix de remboursement, la différence est portée en produits sur la durée de vie résiduelle des titres. L'étalement de ces différences est réalisé en utilisant la méthode actuarielle.

## 2. – Titres de transaction

Sont comptabilisés en titres de transaction les titres acquis en vue de leur revente à brève échéance et dont le marché de négociation est jugé liquide.

Les titres sont évalués à chaque arrêté comptable au cours du marché et enregistrés en mark-to-market.

## 3. – Titres de participation

Les titres de participation en devises financés en euros, sont enregistrés à leur cours de change historique, conformément au règlement 89-01 de la Commission Bancaire.

A la clôture de l'exercice, leur valeur est estimée en considération de leur valeur d'usage et les moins-values latentes donnent lieu à constitution de provisions pour dépréciation.

## E) Immobilisations

Les immobilisations incorporelles concernent les frais d'établissement et les logiciels acquis. Ils sont amortis sur une durée de trois ans. Les amortissements dérogatoires, sur certains logiciels, sont retraités de façon à faire réapparaître leur amortissement économique.

Par ailleurs, lors de l'achat par SBA Paris début janvier 2006 des parts minoritaires de LF Finance (Suisse) S.A., la différence entre le prix d'acquisition et la valeur des fonds propres correspondant à la part des intérêts minoritaires, soit 835 000 euros, a été identifiée comme acquisition de portefeuille de clientèle faisant partie des immobilisations incorporelles.

Cette acquisition est intégralement provisionnée.

Les immobilisations corporelles figurant à l'actif ont une valeur brute constituée par leur coût d'acquisition. Aucune réévaluation n'a été pratiquée.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie probable d'utilisation des biens selon le mode linéaire ou dégressif.

L'application du règlement ANC 2014-03 n'a pas généré d'impact significatif dans les comptes au 31 décembre 2025.

Les durées d'amortissements généralement retenues sont les suivantes :

Frais d'établissement et logiciels	3 ans
Agencements et installations	5 à 10 ans
Immeubles	20 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans

## F) Frais de personnel

La provision retraite calculée pour l'exercice 2025 est effectuée en application de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003, qui modifie le montant des engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière.

Cette provision s'élève à 357 120.79 euros au 31 décembre 2025.

Conformément à la recommandation 2013-02 de l'ANC et au règlement sur les passifs, une provision pour médailles du travail est enregistrée dans les comptes de la Banque SBA Paris et se monte à 261 336.55 euros au 31 décembre 2025.

## G) Comptabilisation des charges et des produits

### Commissaires aux comptes

Le montant des honoraires T.T.C. réglés cette année à nos commissaires aux comptes s'élève à 72 000 euros pour Deloitte et 88 800 euros pour Forvis Mazars.

### Intérêts et commissions

Les intérêts et commissions assimilées aux intérêts sont comptabilisés prorata temporis.

Toutes les autres commissions sont enregistrées à l'encaissement, y compris les commissions reçues ou payées lors de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, pour lesquelles, du fait de leur caractère non- significatif, le règlement n° 2014-07 n'a pas été appliqué.

Les produits et charges en devises sont enregistrés dans leur devise originelle.

Les encaissements et décaissements ainsi que les produits et charges courus sont convertis en euros quotidiennement au cours du jour.

Les dividendes sont enregistrés à la date de mise en paiement ou encaissement.

### Revenus des titres de participation, titres de l'activité de portefeuille et de placement

Les revenus des actions et autres titres à revenus variables sont enregistrés à la date d'encaissement.

Les revenus des obligations et autres titres à revenus fixes sont comptabilisés sur la base des intérêts courus.

### H) Evénements post clôture

Un conflit armé s'est déclenché au Moyen-Orient le 28 février 2026, postérieurement à la date de clôture des comptes arrêtés au 31 décembre 2025. Cet événement postérieur à la clôture n'a pas donné lieu à ajustement, dès lors qu'aucun impact significatif sur les comptes de la Banque SBA n'a été identifié à la date d'arrêt des comptes.

Toutefois, compte tenu des incertitudes entourant l'évolution, la durée et l'intensité de ce conflit, ses conséquences potentielles ne peuvent être appréciées de manière fiable à ce stade.

### Complément d'informations relatif au bilan et au compte de résultat

(L'ensemble des chiffres ci-dessous sont exprimés en milliers d'euros)

#### 1. – Créances sur les établissements de crédit

	2025	2024
Caisse et banques centrales à vue	186 998	198 068
Comptes à vue	170 894	160 019
Prêts jj	-	19 251
Comptes à terme	386 920	381 794
Créances rattachées	3 035	3 051
Créances douteuses	-	-
	747 847	762 183
Durée résiduelle inférieure ou égale à 3 mois	519 308	511 436
Durée résiduelle supérieure à 3 mois et inférieure ou égale à 1 an	228 539	250 747
Durée résiduelle supérieure à 1 an et inférieure ou égale à 5 ans		
Durée résiduelle supérieure à 5 ans		
	747 847	762 183

#### 2. – Dettes sur les établissements de crédit

	2025	2024
Comptes à vue	34 677	37 100
Emprunts JJ		
Comptes à terme	120 844	121 821
Dettes rattachées	337	246

	155 858	159 167
Durée résiduelle inférieure ou égale à 3 mois	140 948	88 215
Durée résiduelle supérieure à 3 mois et inférieure ou égale à 1 an	14 910	70 952
Durée résiduelle supérieure à 1 an et inférieure ou égale à 5 ans	-	-
Durée résiduelle supérieure à 5 ans	155 858	159 167

## 3. – Créances sur la clientèle

	2025	2024
Créances commerciales	-	-
Crédits à l'exportation	997	1 455
Crédits de trésorerie	194 958	170 633
Crédits d'équipement	12 536	15 735
Crédits à l'habitat	87 966	94 408
Prêts à la clientèle financière	-	-
Autres concours à la clientèle	127	395
Comptes à vue	88 817	90 263
Créances rattachées	2 045	2 183
Créances douteuses compromises	88 355	80 973
Provisions sur créances douteuses compromises	- 88 263	- 80 952
Créances douteuses non compromises	20 047	35 110
Provisions sur créances douteuses non compromises	- 19 004	- 33 525
	388 581	376 678
Durée résiduelle inférieure ou égale à 3 mois	163 492	181 425
Durée résiduelle supérieure à 3 mois et inférieure ou égale à 1 an	87 357	53 187
Durée résiduelle supérieure à 1 an et inférieure ou égale à 5 ans	122 107	128 164
Durée résiduelle supérieure à 5 ans	15 625	13 902
	388 581	376 678

Répartition des emplois clientèle par devises	2025	2024
USD	55 %	48 %
EURO	39 %	42 %
Autres	6 %	10 %

Répartition des emplois clientèle par pays	2025	2024
France	18 %	21 %
Europe (France Exclue)	14 %	18 %
Moyen Orient	43 %	40 %
Autres	25 %	21 %

## 4. – Dettes sur la clientèle

	2025	2024
Comptes à vue	413 861	448 523
Comptes à terme	566 013	525 262
Dettes rattachées	2 277	2 713
	982 151	976 498
Durée résiduelle inférieure ou égale à 3 mois	898 793	917 652
Durée résiduelle supérieure à 3 mois et inférieure ou égale à 1 an	83 358	58 846
Durée résiduelle supérieure à 1 an et inférieure ou égale à 5 ans		
Durée résiduelle supérieure à 5 ans	982 151	976 498

Répartition ressources clientèle par devises	2025	2024
USD	76 %	72 %
EURO	17 %	20 %
Autres	7 %	9 %

Répartition ressources clientèle par pays	2025	2024
Europe	22 %	20 %
Moyen- Orient	66 %	58 %
Autres	12 %	22 %

## 5. – Titres d'investissements, de placements et de transactions

	2025				
	Valeur brute	Valeur de marché	+ valeur latente	- valeur latente prov.	Valeur nette comptable
Obligations					
Titres cotés					
Émis par organismes publics	29 710	29 710			29 710
Émetteurs autres	154 327	154 327			154 327
Total	184 037	184 037	-	-	184 037
Actions					
Titres cotés					
SICAV de capital			-	-	-
- Autres actions	-	-	-	-	-
Titres non cotés					
- Autres actions	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-

	2024				
	Valeur brute	Valeur de marché	+ valeur latente	- valeur Latente prov.	Valeur nette comptable
Obligations					
Titres cotés					
Émis par organismes publics	37 317	37 317			37 317
Émetteurs autres	123 370	123 370			123 370
Total	160 687	160 687	-	-	160 687
Actions					
Titres cotés					
SICAV de capital			-	-	-
- Autres actions	-	-	-	-	-
Titres non cotés					
- Autres actions	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-

Répartition des titres par nature comptable	2025	2024
Titres de transaction	36 259 K€	27 806 K€
Titres de placement	0 K€	0 K€
Titres d'investissement	147 778 K€	132 881 K€
Total	184 037 K€	160 687 K€



## 6. – Parts dans les entreprises liées et titres de participation

	Valeur Nette au 01/01/2025	Acquisition et Change	Dotations de l'année	Reprise de l'année	Valeur Nette au 31/12/2025	Valeur Brute au 31/12/2025	Provisions au 31/12/2025
Titres de participation							
Certificat FGDR	257	-67			190	190	
SWIFT	10				10	10	
Total	267	-67			200	200	

## 7. – Immobilisations brutes

	Montant au 01/01/2025	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Montant au 31/12/2025
1) Immos incorporelles	3 201	215		-15	3 401
Fonds commercial					
Frais d'établissement	366				366
Autres immobilisations incorporelles	2 835	215		-15	3 035
2) Immos corporelles	8 220	272		-12	8 480
Construction	975				975
Mobilier et Matériel	5 265	271		-12	5 524
Agencement	1 980	1			1 981
Total	11 421	487		-27	11 881

## 8. – Amortissements et provisions

	Montant au 01/01/2025	Dotations	Amortissement sur cessions	Autres mouvements	Montant au 31/12/2025
1) Immos incorporelles	2 890	154			3 044
Fonds commercial					
Frais d'établissement	366				366
Autres immobilisations incorporelles	2 524	154			2 678
2) Immos corporelles	6 262	327		25	6 614
Construction	521	27			548
Mobilier et Matériel	3 880	285		25	4 190
Agencement	1 861	15			1 876
Total	9 152	481		25	9 658

## 9. – Provisions pour créances douteuses, risques et charges et risques pays

	Montant au 31/12/2024	Dotations	Reprises et utilisations	Reclassement et différence de change	Montant au 31/12/2025
Provisions pour créances douteuses clients	110 353	2 238	-2 854	-2 470	107 267
Provisions pour créances douteuses banques					
Provisions inscrites au Passif pour :					
- Charges	439	25	-28		436
- Indemnités de fin de carrière	356	22	-22		357
- Risques Pays	1 837				1 837
- Hors Bilan	4 844		-145	-42	4 656
- Charges					
Total provisions	117 829	2 285	-3 049	-2 512	114 553

Le ratio des créances douteuses nettes de provisions sur les crédits à la clientèle est passé à 0,34 % au 31/12/2025 contre 0,48 % au 31/12/2024.

Le ratio de couverture des créances douteuses par les provisions s'élève à 99,0 % fin 2025 contre 98,6 % fin 2024.

#### 10. – Ventilation par secteur économique des clients douteux

	Encours au 31/12/2025	Provisions au 31/12/2025	Taux de provision au 31/12/2025	Encours au 31/12/2024	Provisions au 31/12/2024	Taux de provision au 31/12/2024
Immobilier	-	-	0,00%	899	899	100,00%
Transport Maritime	4 290	4 290	100,00%	5 769	5 769	99,99%
Fabrication industrielle	58 214	58 147	99,89%	61 220	57 068	93,22%
Activité commerciale	44 917	43 848	97,62%	47 188	45 610	96,66%
Télécommunications	982	982	100,00%	1 007	1 007	100,00%
	108 402	107 267	98,95%	116 083	110 353	95,06%

#### 11. – Variation de la situation nette consolidée

	Groupe	Minoritaire	Total
Fonds propres consolidés au 01 janvier 2025	175 173		175 173
Différence de conversion 2025	27		27
Fonds propres consolidés hors résultat 2025	175 200		175 200
Résultat consolidé au 31 décembre 2025	15 050		15 050
Fonds propres consolidés au 31 Décembre 2025	190 250		190 250

La Banque SBA est consolidée par intégration globale dans les comptes du groupe bancaire B.L.F.

#### 12. – Comptes de régularisation et autres actifs et passifs

Actif	Montant au 31/12/2025	Montant au 31/12/2024
Débiteurs divers	21 982	28 211
Charges payées d'avance	359	684
Comptes d'ajustement devises	-	907
Produits à recevoir	1 499	1 612
Opérations sur titres	-	-
Divers	370	536
Total	24 210	31 951

Passif	Montant au 31/12/2025	Montant au 31/12/2024
Dettes fiscales et sociales	6 507	9 820
Produits perçus d'avance	9	4
Comptes d'Ajustement	-	-
Charges à payer	1 142	1 863
Créditeurs divers	3 356	3 269
Chèque à l'encaissement	-	-
Sociétés de Bourse	-	-
Divers	298	644
Total	11 312	15 600

## 13. – Incidence en résultat des provisions, pertes et récupérations

	2025	2024
Dotations	-813	106
- Créances douteuses	-813	106
- Risques pays		-
- Risques et charges		
- Engagements de fin de carrière		
- Engagements par signature		-
Pertes sur créances irrécupérables	-1 425	-2 473
- Créances douteuses	-1 425	-2 473
- Titres de participation		-
- Risques pays		
Reprises de provisions	2 854	3 463
- Créances douteuses	2 854	3 463
- Risques pays		-
- Risques et charges		
- Engagements de fin de carrière		
Récupérations sur créances amorties	-	-
- Créances douteuses	-	-
- Risques pays	-	-
Net des dotations et reprises sur créances douteuses	616	1 096

## 14. – Chiffre d'affaires et résultat

	31/12/2025	31/12/2024
Chiffre d'affaires	66 203	75 394
Produit net bancaire	39 087	41 415
Résultat brut d'exploitation	18 382	22 221
Résultat net avant impôt	18 998	23 231
Résultat exceptionnel	-4	95
Impôt sur les sociétés	-3 945	-4 982
Résultat net part du groupe	15 050	18 344
Moyenne du cours du Dollar US :	2025 : 0.8857 €	2024 : 0.9257 €

## 15. – Ventilation géographique du produit net bancaire

	2025			2024		
	Métropole	Étranger	Total	Métropole	Étranger	Total
Intérêts et assimilés						
- Produits	52 860	14 884	*57 046	56 846	15 176	*65 468
- Charges	-33 822	-4 432	*-26 543	-35 376	-4 111	*-32 930
Net	19 038	10 452	30 503	21 470	11 065	32 538
Revenu des titres à revenu variable						
Commissions						
- Produits	4 170	5 174	7 305	3 441	4 893	8 187
- Charges	-767	-908	-572	-656	-624	-1 048
Net	3 403	4 266	6 733	2 785	4 269	7 139
Opérations financières						
- Solde des opérations de négociation	1 642	368	1 936	1 420	173	1 739
- Solde des opérations sur titres de placement	-84		-84			
Net	1 558	368	1 852	1 420	173	1 739
Autres opérations bancaires						
- Produits						
- Charges						
Net						
Produit net bancaire	23 999	15 086	39 088	25 675	15 507	41 416

\* Déduction faite des comptes liés.

La colonne « Métropole » regroupe les charges et produits de l'activité de la BANQUE SBA Paris.

La colonne « Etranger » regroupe les charges et produits de l'activité de l'agence de Chypre et de LF Finance (Suisse) S.A.

## 16. – Produits et charges exceptionnels

	2025	2024
Produits	0	96
Charges	-4	-1

## 17. – Charges de personnel et effectif moyen

**Charges de personnel**

	2025	2024
Salaires et Traitements	7 979	7 363
Charges Sociales	4 149	3 860
Total	12 128	11 223
Dont charges de retraite	947	867

**Effectif moyen :**

	2025		2024	
	Social	Entreprises consolidées	Social	Entreprises consolidées
Direction Générale	3	1	3	1
Cadres	34	0	33	0
Techniciens	32	11	31	9
Total	69	12	67	10

## 18. – Comptes liés intra-groupe

Banque Libano-Française	31/12/2025	31/12/2024
<b>Actif</b>		
Comptes courants	1 024	261
Prêts Jour/Jour		
Prêts Terme		
Créances rattachées		
Prêts Subordonnés		
Net Titres de Participation		
<b>Passif</b>		
Comptes courants	926	1 241
Emprunts Jour/Jour		
Gages espèces	33 459	36 222
Emprunts Terme	62 286	62 817
Dettes rattachées	123	152
Autres sommes dûes	3 076	3 054
<b>Hors Bilan</b>		
Forex à Terme		
Financement Donné		
Financement Reçu	35 731	34 882
Garanties Données	4 292	262
<b>Intérêts</b>		
Total charges	-3 459	-4 374
Total produits	2	26
<b>Commissions</b>		
Charges		
Frais de siège	-800	-633
Produits	21	2

## 19. – Engagements hors-bilan

<b>Engagements donnés</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Engagements de financement		
Ouvertures de L/C's confirmés d'ordre de la clientèle	32 137	24 164
Acceptations à payer (d'ordre de la clientèle)	6 354	3 124
Autres engagements en faveur de la clientèle	40 427	68 847
	<b>78 918</b>	<b>96 136</b>
Engagements de garantie		
Garanties émises d'ordre de banques	6 068	5 672
Garanties, avals, et cautions sur marchés d'ordre de la clientèle	30 735	30 700
Engagements douteux	11 623	9 823
	<b>48 426</b>	<b>46 196</b>
Engagements sur titres		
Titres acquis avec facultés de rachat ou de reprise		
Autres engagements donnés	91	90
	<b>91</b>	<b>90</b>

  

<b>Engagements reçus</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Garanties reçues de banques	37 124	38 016
Garanties reçues des sociétés d'assurance et administrations		
	<b>37 124</b>	<b>38 016</b>

## 20. – Activité par pays

<b>Nom des implantations</b>	<b>SBA Paris</b>	<b>SBA Chypre</b>	<b>LF Finance Suisse SA</b>
Nature de l'activité	Banque	Banque	Gestion de fortune
Localisation géographique	Paris	Limassol	Genève
Résultat avant impôt			

  

<b>Année 2025</b>	<b>France</b>	<b>Chypre</b>	<b>Suisse</b>
Produit Net Bancaire	23 999	9 602	5 485
Chiffre d'affaires	58 589	13 868	6 558
Effectif à temps plein	47	22	12
Bénéfice avant impôt	12 675	6 962	641
Impôt sur les bénéfices	-2 665	-1 186	-94
Subventions publiques reçues	0	0	0

21. – Comptes inactifs  
(au sens de la loi ECKERT promulguée le 13 juin 2014)

Nombre de comptes inactifs ouverts	106
Encours des dépôts et avoirs inscrits sur ces comptes inactifs	16 850 865,68 €
Nombre de compte inactifs transférés à la CDC en 2025	5
Montant total des fonds déposés à la CDC en 2025	73 039,24 €

## IV. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

## Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Banque SBA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation. L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'audit.

### Fondement de l'opinion

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

### Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

#### **Risque de crédit – Provisionnement des créances douteuses**

##### **Risque identifié**

Dans le cadre de ses activités de crédit à la clientèle, la Banque SBA est exposée au risque de crédit clientèle. L'évaluation et l'identification du risque de crédit requiert l'exercice du jugement par la direction, en particulier dans le contexte inflationniste actuel d'une part et de crise libanaise d'autre part, et accentué par la réglementation sur le report d'échéance et le rééchelonnement des crédits.

La Banque SBA comptabilise des dépréciations pour couvrir le risque de crédit avéré inhérent à son activité.

Ces dépréciations prennent la forme de dépréciations individuelles des engagements bilan et de provisions des engagements hors bilan concernés. Ces provisions sont déterminées dossier par dossier, lorsque le management de la Banque SBA estime qu'il existe un risque de non-recouvrement total ou partiel.

Au 31 décembre 2025, le montant total des encours bilan exposés au risque de crédit s'élève à 108,4 millions d'euros ; le montant total des dépréciations s'élève à 107,3 millions d'euros. Le montant total des encours hors-bilan exposés au risque de crédit s'élève à 11,6 millions d'euros ; le montant total des dépréciations s'élève à 4,7 millions d'euros.

Nous avons considéré que l'appréciation du risque de crédit et l'évaluation des dépréciations constituaient, dans le contexte inflationniste actuel et de crise libanaise, un point clé de notre audit compte tenu du caractère significatif des provisions et dépréciations au regard des comptes pris dans leur ensemble, et du jugement de la direction, pour identifier les encours concernés et pour déterminer le montant des provisions et dépréciations comptabilisées.

Pour plus de détails sur les principes comptables et les expositions, se référer aux notes III, 3, 9, 10, 13 et 19 de l'annexe.

#### **Réponse du collège des commissaires aux comptes face à ce risque**

Nous avons apprécié la pertinence et efficacité du dispositif de contrôle de la Banque SBA pour l'identification des créances douteuses et l'évaluation des dépréciations et provisions relatives à ces encours, notamment dans le contexte géopolitique et économique actuel.

Nos travaux ont porté plus particulièrement sur les processus suivants :

- Revue du classement des encours de crédit :
  - Nous avons procédé au contrôle du correct classement des encours ;
  - Nous avons par ailleurs apprécié le niveau de risque d'une sélection d'encours sains afin de nous assurer de l'absence de nécessité d'un déclassement en douteux de ces encours.
- Évaluation des dépréciations constituées sur base individuelle et collective dans un contexte inflationniste d'une part et de crise libanaise d'autre part :
  - Nous avons examiné l'évaluation des risques de non-recouvrement et l'estimation des garanties et apprécié les hypothèses et données retenues par la direction pour l'estimation des dépréciations ;

Pour la réalisation de nos tests sur les dépréciations et provisions en date de clôture, nous avons pris en considération une sélection d'encours sains et l'ensemble des encours douteux pour lesquels l'exercice du jugement par la Banque SBA est déterminant sur l'évaluation des provisions et dépréciations.

Nous avons également examiné les informations présentées dans l'annexe aux comptes consolidés sur l'appréciation du risque de crédit.

#### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

#### Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

#### **Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Banque SBA par l'assemblée générale de l'exercice 1996 pour le cabinet Forvis Mazars et par l'assemblée générale du 27 mai 2008 pour le cabinet Deloitte & Associés. Au 31 décembre 2025, le cabinet Deloitte & Associés était dans la dix-huitième année de sa mission sans interruption et le cabinet Forvis Mazars dans la vingt-neuvième année.

#### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

#### Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

#### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce

qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

### ***Rapport au Comité d'audit***

Nous remettons au Comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Levallois-Perret et Paris-La-Défense, le 30 avril 2026  
Les Commissaires aux comptes,

Forvis Mazars SA  
Matthew Brown  
Associé

Deloitte & Associés  
Jean-Vincent Coustel  
Associé

### **V. – Rapport de gestion**

Les rapports de gestion sociaux et consolidés peuvent être consultés à la BANQUE SBA.